

ACCORD CONSTITUTIONNEL DE KINGSTON DE 2026

Kingston, Ontario

Le 14 mai 2026,

Réunis aujourd'hui en conférence à Kingston, le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des dix provinces canadiennes, en présence des premiers ministres des territoires, d'un représentant des communautés autochtones et d'une représentante des femmes autochtones, ont convenu de l'entente de principe qui se trouve dans le présent document.

Les modifications législatives ont été adoptées à l'unanimité par l'ensemble des participants à la simulation de négociation constitutionnelle portant sur la réforme du Sénat du Canada. La version adoptée de chaque proposition se retrouve en annexe I du présent document.

Des ententes informelles sont aussi intervenues entre les divers ordres de gouvernement dans le cadre des négociations. Celles qui ont fait l'objet d'une rédaction formelle se retrouvent en annexe II du présent document.

MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

PROPOSITION 15.1 (COLOMBIE-BRITANNIQUE, ONTARIO) – COMPOSITION DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

I. COMPOSITION DU SÉNAT

1. L'article 21 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est remplacé par le suivant :

Nombre de sénateurs

21. Sujet aux dispositions de la présente loi, le Sénat se compose de cent cinquante-neuf membres, qui seront appelés sénateurs.

2. L'article 22 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est remplacé par le suivant :

Représentation des provinces au Sénat

22. La composition du Sénat sera répartie de la manière suivante :

1. Ontario : vingt-cinq sénateurs;
2. Québec : vingt-cinq sénateurs;
3. Colombie-Britannique : treize sénateurs;
4. Les provinces de l'Atlantique (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador) : quarante sénateurs, répartis entre ces provinces conformément à l'annexe [X] de la présente loi;
5. Les provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba) : trente-deux sénateurs, répartis entre ces provinces conformément à l'annexe [X] de la présente loi;
6. Les peuples autochtones du Canada : vingt et un sénateurs. Ces sénateurs bénéficient du mécanisme de double majorité et du droit de recommander le rejet des projets de loi prévus aux articles 24.2 et 36.2.
7. Les territoires (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) : un sénateur chacun.

3. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par l'insertion, après l'article 22, de ce qui suit :

Sièges autochtones réservés

22.1. Les modalités de répartition des vingt-et-un sièges autochtones au Sénat entre les nations et communautés autochtones du Canada, et les conditions d'admissibilité propres à ces sièges, sont établies conformément à l'annexe [Y] de la présente loi, adoptée en consultation avec les organisations et administrations autochtones représentatives.

4. L'article 28 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est remplacé par le suivant :

Maximum du nombre des sénateurs

28. Le nombre des sénateurs ne devra en aucun temps excéder cent soixante-sept.

II. COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

5. Les règles 1, 2 et 3 du paragraphe 51(1) de la *Loi constitutionnelle de 1867* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1. La répartition initiale des sièges entre les provinces et les territoires, établie conformément au présent article, est la suivante, pour un total de trois cent trente (330) sièges :

a) Nouveau-Brunswick : huit sièges ;

b) Nouvelle-Écosse : neuf sièges ;

c) Terre-Neuve-et-Labrador : six sièges ;

d) Île-du-Prince-Édouard : quatre sièges ;

e) Québec : soixante-seize sièges ;

f) Ontario : cent vingt-quatre sièges ;

g) Manitoba : douze sièges ;

h) Saskatchewan : onze sièges ;

i) Alberta : trente-six sièges ;

j) Colombie-Britannique : quarante et un sièges ;

k) les territoires (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) sont représentés par un (1) député chacun, pour un total de trois sièges territoriaux.

2. Les quatre provinces les plus peuplées du Canada bénéficient d'une garantie de représentation minimale à la Chambre des communes correspondant à leur poids démographique national, sous réserve d'un écart maximal d'un virgule cinquante pour cent (1,50 %) relativement à la proportion des sièges qui leur est attribuée.

3. Toute révision de la répartition des sièges découlant de l'application de la règle 2 doit être examinée dans le cadre d'une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres de toutes les provinces, les représentants des gouvernements territoriaux et le premier ministre du Canada, tenue dans l'année suivant la publication des résultats d'un recensement national. Toute entente issue de cette conférence entre en vigueur à compter de la première élection générale fédérale subséquente à son adoption.

PROPOSITION 16 (SASKATCHEWAN) – POUVOIRS DU SÉNAT ET DÉVOLUTION AUX TERRITOIRES

6. Le paragraphe 92A (3) de la *Loi constitutionnelle de 1867* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Préséance provinciale et territoriale

(3) En cas de conflit entre une loi du Parlement et une loi d'une province ou d'un territoire concernant les matières visées au paragraphe (1), la loi de la province ou du territoire a préséance dans la mesure du conflit.

7. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par insertion, après l'article 53, de ce qui suit :

Rejet d'un projet de loi par le Sénat

53A. Le rejet par le Sénat d'un projet de loi présenté par le gouvernement fédéral n'oblige pas ce dernier à démissionner et n'est pas réputé constituer un retrait de la confiance de la Chambre des communes envers le gouvernement.

PROPOSITION 14 (FÉDÉRAL) – RÉSIDENCE, DURÉE DE MANDAT ET QUALIFICATIONS SÉNATORIALES

8. Les paragraphes 3 et 4 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* sont abrogés.

9. Le point 5 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est remplacé par ce qui suit :

5. Les qualifications de résidence requises pour qu'une personne puisse être nommée sénateur représentant une province ou un territoire sont déterminées par la province ou le territoire concerné conformément à ses lois.

5.1. Tout sénateur représentant une province ou un territoire est tenu d'être domicilié dans cette province ou ce territoire pendant toute la durée de son mandat.

5.2. Les points 5 et 5.1 ne s'appliquent pas aux sénateurs siégeant aux sièges réservés aux peuples autochtones du Canada visés au paragraphe 22A de la présente loi.

10. L'article 29 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est remplacé par ce qui suit :

Durée du mandat des sénateurs

29. (1) Tout sénateur nommé après l'entrée en vigueur de la présente modification occupe sa place au Sénat pour une durée totale de douze (12) ans, non renouvelable, sous réserve des dispositions de la présente loi.

(2) Un sénateur en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente modification conserve les conditions de tenure qui lui étaient applicables au moment de sa nomination.

11. L'article 31 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est modifié par insertion, après le point 4, de ce qui suit :

5. S'il cesse d'être domicilié dans la province ou le territoire qu'il représente conformément au point 5.1 de l'article 23 ;

6. À l'expiration du mandat de douze ans, prévu à l'article 29.

PROPOSITION 3.1 (AFAC) - COMITÉ INDÉPENDANT DE NOMINATION DES SÉNATEURS

12. L'article 24 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est remplacé par ce qui suit :

Nomination des sénateurs

24. Le gouverneur général mandera de temps à autre au Sénat, au nom de la Reine et par instrument sous le grand sceau du Canada, les personnes sélectionnées conformément à la procédure prévue à l'article 24.1; les personnes ainsi mandées deviennent et sont membres du Sénat et sénateurs.

13. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par l'insertion, après l'article 24, de ce qui suit :

Comité indépendant de nomination

24.1. (1) Il est constitué un comité indépendant de nomination chargé d'évaluer les candidatures et de soumettre des listes de candidats admissibles en vue de la nomination de sénateurs.

(2) Le comité indépendant de nomination est composé des membres suivants :

a) trois (3) membres fédéraux, nommés par le gouverneur en conseil sur recommandation du premier ministre du Canada, pour la durée du mandat du gouvernement fédéral en fonction, selon des critères d'indépendance, de compétence, de transparence et d'intégrité ;

b) deux (2) membres provinciaux ou territoriaux, désignés par le gouvernement de la province ou du territoire où les sièges sont à pourvoir, pour la durée du mandat du gouvernement en fonction; ces membres ne participent aux travaux du comité que lors de la nomination d'un siège relevant de leur province ou territoire ;

c) deux (2) membres représentant les peuples autochtones, ne participant aux travaux du comité que lors de la nomination aux sièges autochtones réservés visés à l'article 22.1 :

1. le premier est désigné par l'Association des femmes autochtones du Canada et les organisations de femmes autochtones représentatives de multiples nations et communautés autochtones du Canada, afin d'assurer la représentation des femmes autochtones et des personnes des communautés de genre et de sexualité diversifiés ;
2. le second est désigné conjointement par les organisations et administrations autochtones nationales représentatives, afin d'assurer une représentation autochtone large et pluraliste.

(3) Les membres du comité mentionnés aux alinéas (2)b) et (2)c) sont désignés par les administrations élues concernées et leurs mandats suivent les cycles électoraux de ces administrations.

(4) Les membres du comité ne peuvent pas avoir eu d'activité politique partisane au cours des cinq années précédant leur nomination.

(5) Le comité indépendant de nomination a pour mandat :

a) d'évaluer les candidatures selon des critères d'indépendance, de compétence, d'intégrité, de transparence et d'expertise ;

b) de veiller au respect de principes de diversité culturelle et linguistique, de représentation des groupes historiquement sous-représentés et de représentation des intérêts régionaux au Sénat ;

c) de soumettre à l'administration provinciale, territoriale ou autochtone concernée une liste de cinq candidatures admissibles pour chaque siège vacant.

(6) Les personnes dont la candidature est retenue par le comité ne peuvent pas avoir eu d'activité politique partisane au cours des cinq années précédant l'évaluation de leur candidature.

(7) En ce qui concerne la nomination des sièges autochtones, le comité doit consulter les communautés.

(8) Pour les candidatures concernant les sièges pour les provinces ou les territoires, la sélection finale du sénateur est effectuée par le Premier Ministre de la province ou du territoire concerné parmi les candidatures soumises par le comité conformément à l'alinéa (5)c).

(9) Pour les candidatures concernant les sièges autochtones, il est à la discrétion du comité de soumettre la liste à l'organisation ou les organisations jugées les plus pertinentes, qui devront choisir parmi ces candidatures.

PROPOSITION 4.5 (MANITOBA) - COMITÉ SPÉCIAL AUTOCHTONE

14. L'article 36 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est modifié par adjonction, après le premier paragraphe, de ce qui suit :

(2) Par dérogation au premier paragraphe du présent article, les projets de loi portant sur les matières énumérées au paragraphe (3) ne peuvent être adoptés par le Sénat qu'avec l'appui de la majorité simple des sénateurs siégeant aux sièges réservés aux peuples autochtones, en sus de la majorité requise en vertu du premier paragraphe.

(3) Le paragraphe (2) s'applique aux projets de loi portant sur les matières suivantes :

a) toute modification à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* ;

b) toute modification à la catégorie 24 de l'article 91 de la présente loi ;

c) toute modification à la *Loi sur les Indiens* ;

d) tout projet de loi touchant directement le territoire ou les droits ancestraux d'une communauté autochtone, lorsque le Sénat constate, sur rapport du comité sénatorial autochtone visé à l'article 24.1, qu'aucune négociation de bonne foi n'a été entreprise avec les communautés autochtones concernées ou qu'aucune compensation adéquate ne leur a été offerte par les ordres de gouvernement concernés.

(4) Aux fins du présent article, les sénateurs siégeant aux sièges réservés aux peuples autochtones s'entendent des sénateurs visés à l'article 22A de la présente loi.

(5) Le présent article n'a pas pour effet de déroger à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* ni aux obligations découlant de l'article 35.1 de cette loi.

15. L'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Obligation de consultation

(1.1) Le gouvernement du Canada a l'obligation de consulter les peuples autochtones avant de présenter au Parlement tout projet de loi concernant les droits et les intérêts des peuples autochtones du Canada, notamment les matières visées aux alinéas a) à d) du paragraphe 36(3) de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

Coordination avec l'article 35.1

(1.2) Le présent article ne porte pas atteinte à l'obligation prévue à l'article 35.1 de tenir une conférence constitutionnelle avant toute modification aux articles 25 ou 35 de la présente loi ou à la catégorie 24 de l'article 91 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Les deux obligations s'appliquent de façon cumulative dans ces cas.

PROPOSITION 17 (SASKATCHEWAN) - CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

16. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par insertion, après l'article 57, d'une nouvelle partie intitulée Partie V.1 et rédigée comme suit :

PARTIE V.1 CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

Constitution du Conseil de la fédération

57.1. (1) Est constitué le Conseil de la fédération, organe consultatif interprovincial et territorial composé des premiers ministres de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada.

(2) Chaque province et chaque territoire dispose d'un droit de vote au sein du Conseil. Aucun ordre de gouvernement ne dispose d'un nombre de voix supérieur à un autre.

(3) La présidence du Conseil est rotative entre les provinces et les territoires selon les modalités établies par le règlement interne du Conseil.

(4) Le Conseil établit lui-même son règlement interne, notamment en ce qui concerne la fréquence de ses réunions, ses règles de procédure et la publication de ses délibérations.

(5) Lorsque le Conseil est saisi d'une question touchant directement les droits ou les intérêts des peuples autochtones du Canada, les représentants autochtones sont invités à participer aux délibérations relatives à cette question. Cette participation ne confère pas de droit de vote.

Ratification des traités internationaux affectant les compétences provinciales

57.2. (1) Par dérogation à la prérogative royale exercée par le gouverneur général sur recommandation du Conseil privé de la Reine pour le Canada, le gouvernement fédéral ne peut ratifier un traité international dont les dispositions principales affectent les domaines relevant de la compétence exclusive des provinces en vertu des articles 92, 92A ou 93 de la présente loi qu'avec l'appui préalable d'une motion adoptée à la majorité simple des membres du Conseil de la fédération exprimant le consentement des provinces et des territoires.

(2) Le présent article ne limite pas la capacité du gouvernement fédéral de négocier et de signer des traités internationaux, ni de ratifier des traités dont les dispositions relèvent exclusivement de la compétence fédérale.

17. L'article 132 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Le présent article s'applique sous réserve de l'article 57.2, lequel encadre la ratification des traités dont les dispositions principales affectent les domaines relevant de la compétence exclusive des provinces.

PROPOSITION 19 (QUÉBEC) - RECONNAISSANCE DU QUÉBEC COMME SOCIÉTÉ DISTINCTE

18. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par insertion, après l'article 1, de ce qui suit :

Société distincte

2. Le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

ANNEXE I. PROPOSITIONS FORMELLES

PROPOSITION 15.1 (COLOMBIE BRITANNIQUE, ONTARIO) – COMPOSITION DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Proposée par la Colombie Britannique, amendée par l'Ontario, 14 mai 2026

Adoptée à l'unanimité

I. COMPOSITION DU SÉNAT

Province / Groupe	Nombre de sièges	Proportion du Sénat	Suppléments
British Columbia	13	8.18%	Seats in the house
Ouest (Alberta, Saskatchewan, Manitoba)	32	20.13%	Seats in the house (Alberta)
Ontario	25	15.72%	Seats in the house
Quebec	25	15.72%	Reconnaissance du statut de société distincte Seats in the house
Provinces atlantiques (Nouveau-Brunswick, Nouvelle Écosse, Île du Prince Édouard, Terre Neuve et Labrador)	40	25.16%	Pouvoir du Sénat : veto sur les matières budgétaires
Peuples Autochtones	21	13.21%	Discussions pour un versement de 5% de la péréquation Double majorité sénatoriale
Territoires (3)	3	1.89%	
TOTAL	159	100%	

II. COMPOSITION DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Loi constitutionnelle de 1867, art. 51(1), par. 7

Remplacer l'article 51(1) para 7 par:

- Les quatre provinces les plus peuplées du Canada bénéficient d'une garantie de représentation minimale à la Chambre des communes correspondant à leur poids démographique national, sous réserve d'un écart maximal de 1,50 % relativement à la proportion des sièges qui leur est attribuée.

- Toute modification découlant de l'application de l'alinéa a) doit être examinée dans le cadre d'une conférence constitutionnelle de toutes les provinces, tous les territoires et du gouvernement fédéral, tenue dans l'année suivant un recensement national. Toute entente issue de cette conférence entre en vigueur à compter de la première élection générale fédérale subséquente.

Répartition proposée des sièges à la Chambre des communes (330 députés)

Province ou territoire	Population (%)	Députés	Proportion (%)
Nouveau-Brunswick	2,07 %	8	2,42 %
Nouvelle-Écosse	2,60 %	9	2,73 %
Terre-Neuve et Labrador	1,37 %	6	1,82 %
Île-du-Prince-Édouard	0,43 %	4	1,21 %
Québec	23,28 %	76	23,03 %
Ontario	38,90 %	124	37,58 %
Manitoba	3,63 %	12	3,64 %
Saskatchewan	3,10 %	11	3,33 %
Alberta	11,66 %	36	10,91 %
Colombie-Britannique	13,68 %	41	12,42 %
Territoires	—	3	0,91 %
TOTAL	95 %	330	100,00 %

PROPOSITION 16 (SASKATCHEWAN) - POUVOIRS DU SÉNAT ET DÉVOLUTION AUX TERRITOIRES

Proposée par la Saskatchewan, 14 mai 2026

Adoptée à l'unanimité

I. Préséance des lois provinciales et territoriales en matière de ressources

L'article 92A de la présente loi est modifié par l'ajout, après le paragraphe c):

En cas de conflit entre une loi fédérale et une loi provinciale ou territoriale concernant les matières du paragraphe précédent, la loi provinciale ou territoriale a préséance.

II. Dévolution de compétences aux territoires

Le gouvernement fédéral s'engage auprès des territoires à modifier leur loi constitutive afin de leur transférer la compétence exclusive pour légiférer dans les domaines suivants :

- Prospection des ressources naturelles non renouvelables du territoire ;
- Exploitation, conservation et gestion des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières du territoire, y compris leur rythme de production primaire ;
- Aménagement, conservation et gestion des emplacements et des installations du territoire destinés à la production d'énergie électrique.

Conférence territoires-fédéral tous les 10 ans pour discuter de la dévolution des compétences.

III. Non-confiance et Sénat

Ajouter : « Le rejet par le Sénat d'un projet de loi présenté par le gouvernement fédéral n'entraîne pas la démission de ce dernier. »

PROPOSITION 14 (FÉDÉRAL) - RÉSIDENCE, DURÉE DE MANDAT ET QUALIFICATIONS SÉNATORIALES

Proposée par le gouvernement fédéral, 14 mai 2026

Adoptée à l'unanimité

Que les exigences relatives aux qualifications patrimoniales des sénateurs, prévues aux paragraphes 23(3) et 23(4) de la Loi constitutionnelle de 1867, soient abolies;

Que la durée du mandat d'un sénateur, prévue au paragraphe 29 de la Loi constitutionnelle de 1867, soit d'une durée totale de douze ans, non renouvelable;

Que les exigences relatives au domicile d'un sénateur, prévues au paragraphe 23 (5) de la Loi constitutionnelle de 1867, soient modifiées afin d'établir que :

1. les qualifications de résidence requises pour être nommé sénateur soient déterminées par la province ou le territoire concerné;
2. tout sénateur soit tenu d'être domicilié dans la province ou le territoire qu'il représente pendant toute la durée de son mandat.

Que les sièges de Sénateurs réservés aux peuples autochtones ne soient pas assujettis aux dispositions prévues aux trois paragraphes précédents.

PROPOSITION 3.1 (AFAC) - COMITÉ INDÉPENDANT DE NOMINATION DES SÉNATEURS

Proposée par l'Association des femmes autochtones du Canada, 12 mai 2026

Adoptée à l'unanimité

PROPOSITION CONCERNANT LA FORMATION CONSTITUTIONNALISÉE D'UN COMITÉ INDÉPENDANT CHARGÉ DE SÉLECTIONNER DES NOMINATIONS POTENTIELLES POUR LE SÉNAT

Cette proposition s'inscrit dans le cadre d'une réforme prévoyant l'ajout de sièges autochtones réservés au Sénat.

Depuis la mise en place du Comité consultatif indépendant sur les nominations au Sénat, le processus de nomination sénatoriale a connu des avancées importantes en matière d'indépendance et de diversité. Ce mécanisme a permis de réduire la partisanerie dans les nominations tout en favorisant une représentation accrue des femmes, des peuples autochtones et des groupes historiquement sous-représentés au sein des institutions fédérales.

Bien qu'imparfait, ce comité a démontré qu'un processus de sélection plus indépendant peut renforcer la légitimité du Sénat et sa capacité à agir comme chambre de réflexion, de représentation et de protection des minorités. Pour l'AFAC, cette évolution constitue une base pertinente sur laquelle il est possible de bâtir une réforme institutionnelle plus durable et véritablement inclusive.

L'Association des femmes autochtones du Canada propose ainsi que le comité indépendant de nomination soit formalisé constitutionnellement, tout en étant adapté afin de favoriser une représentation plus inclusive et diversifiée.

La composition du comité actuel

Le comité indépendant mis en place par Justin Trudeau est actuellement composé de 3 membres nommés par le gouvernement fédéral, qui prennent part au processus de nomination pour tous les postes de sénateurs concernés et de deux membres nommés par la province ou du territoire concerné par un poste sénatorial vacant.

Le gouverneur en conseil, sur la recommandation du premier ministre, nomme les membres du Comité consultatif. Des consultations avec les gouvernements provinciaux ou territoriaux sont entreprises afin d'orienter la nomination des membres provinciaux ou territoriaux.

Composition actuelle du comité indépendant :

Type de membres	Nombre	Rôle
Membres fédéraux	3	Participent à toutes les nominations
Membres provinciaux/territoriaux	2 par province ou territoire concerné	Participent seulement lorsqu'un siège de leur province/territoire est vacant

Le comité proposé par l'AFAC

Considérant l'ajout de sièges autochtones réservés au Sénat, l'AFAC propose que le comité indépendant de nomination comprend également deux représentants autochtones participant au processus de sélection de ces sièges.

Le premier siège serait réservé à un membre désigné par l'Association des femmes autochtones et les autres organisations de femmes autochtones de multiples nations et communautés autochtones du Canada afin d'assurer la représentation des femmes autochtones et des personnes WG2STGD+ (Indigenous women, girls, Two Spirit, transgender and gender-diverse+ peoples). Le second serait désigné conjointement par des organisations et administrations autochtones nationales représentatives, telles que l'APN, l'Inuit Tapiriit Kanatami, ou le Métis National Council, afin d'assurer une représentation autochtone plus large et pluraliste.

Ces représentants ne participeraient aux travaux du comité que lors de la nomination de sièges autochtones réservés. Cette structure vise à garantir une participation institutionnelle autochtone réelle au processus de nomination, tout en reconnaissant la diversité des peuples autochtones et l'impossibilité pour une seule organisation de représenter l'ensemble des communautés autochtones du Canada.

Composition proposée du comité indépendant :

Type de membres	Nombre	Rôle
Membres fédéraux	3	Participent à toutes les nominations
Membres provinciaux/territoriaux	2 par province ou territoire concerné	Participent seulement lorsqu'un siège de leur province/territoire est vacant
Membres des communautés autochtones	2	Participent uniquement au processus de nomination des sièges autochtones réservés.

Désignation du comité

La nomination des membres du comité sera effectuée par les administrations élues concernées et suivra les cycles électoraux.

Les membres fédéraux seront nommés par le gouvernement fédéral en fonction pour la durée de son mandat, selon des critères d'indépendance, de compétence, de transparence et d'intégrité, afin d'assurer la crédibilité et la neutralité du comité de nomination.

Pour les provinces, les membres du comité seront désignés par les gouvernements provinciaux élus pour la durée de leur mandat. Le gouvernement provincial désigne les membres représentant sa province pour la durée de son mandat, et ces désignations sont renouvelées à chaque changement d'administration provinciale, afin d'assurer la responsabilité démocratique des nominations tout en respectant le cycle électoral.

Il en va de même pour les territoires.

Les membres du comité ne peuvent pas avoir eu d'activité partisane au cours des cinq années précédant leur nomination.

Pour les membres autochtones, un représentant sera désigné par l'Association des femmes autochtones du Canada afin d'assurer la représentation des femmes autochtones et des personnes F2STGD+, tandis qu'un second représentant sera désigné conjointement par les organisations autochtones nationales et administrations autochtones concernées. Cette structure vise à garantir une participation institutionnelle autochtone structurée, pluraliste et évolutive au processus de nomination.

Rôle et mandat du comité

Le comité indépendant de nomination aura pour mandat d'évaluer les candidatures, de délibérer et de soumettre une liste contraignante de cinq candidatures admissibles à l'administration provinciale ou territoriale ou autochtone concernée par le siège vacant.

Dans l'exercice de ses fonctions, le comité devra veiller au respect de principes de diversité culturelle et linguistique, de représentation des groupes historiquement sous-représentés, de représentation des intérêts régionaux ainsi que de parité dans les propositions de nomination.

De plus, en ce qui concerne la nomination des sièges autochtones, le comité doit consulter les communautés.

Le comité sera également responsable d'évaluer les candidatures selon des critères d'indépendance, de compétence, d'intégrité, de transparence et d'expertise, afin d'assurer la crédibilité institutionnelle et le rôle du Sénat comme chambre de réflexion et de représentation.

Les personnes dont la candidature est retenue par le comité ne peuvent pas avoir eu d'activité partisane au cours des cinq années précédant l'évaluation de leur candidature.

La sélection du sénateur

Le Premier Ministre de la province ou du territoire concerné devra procéder à la nomination finale parmi les candidatures recommandées par le comité.

Pour les sièges réservés aux Autochtones, il est à la discrétion du comité de soumettre la liste à l'organisation ou les organisations jugées les plus pertinentes, qui devront choisir parmi ces candidatures.

PROPOSITION 4.5 (MANITOBA) - COMITÉ SPÉCIAL AUTOCHTONE

Proposée par le Manitoba, 14 mai 2026

Adoptée à l'unanimité

Article 36 (ajout 2e paragraphe)

Cependant, la majorité simple des sénateurs autochtones est nécessaire dans les cas suivant :

- A. L'article 35(1);
- B. L'article 91(24);
- C. La Loi sur les Indiens;
- D. Tout projet de loi touchant directement le territoire ou les droits ancestraux d'une communauté autochtone, en l'absence de négociations de bonne foi ou de compensations financières entre les communautés autochtones et les ordres de gouvernement concernés.

L'article 35 (1.1)

Le gouvernement fédéral doit consulter les peuples autochtones pour les projets de loi concernant les questions autochtones.

PROPOSITION 17 (SASKATCHEWAN) - CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

Proposée par la Saskatchewan, 14 mai 2026

Adoptée à l'unanimité

Est ajouté à la Partie V.1 de LC 1867 ce qui suit:

Conseil de la fédération

1. Le Conseil de la fédération est un organe consultatif composé des provinces et territoires de la fédération.

2. Chaque premier ministre des provinces et territoires siège sur le Conseil. Les représentants autochtones sont invités sur les questions qui touchent les Peuples autochtones.

La présidence du Conseil est rotative et chaque province et territoire possède un droit de vote.

Le Conseil établit lui-même son règlement interne.

3. Le gouvernement fédéral ne peut ratifier un traité international affectant les compétences provinciales qu'avec l'appui d'une motion adoptée à la majorité simple du Conseil affirmant le consentement des provinces et des territoires.

La présente disposition ne limite aucunement la capacité du gouvernement fédéral de négocier et signer des ententes internationales.

PROPOSITION 19 (QUÉBEC) - RECONNAISSANCE DU QUÉBEC COMME SOCIÉTÉ DISTINCTE

Proposée par le Québec, 14 mai 2026

Adoptée à l'unanimité

I. ENTENTE INTERGOUVERNEMENTALE - RECONNAISSANCE DU QUÉBEC COMME SOCIÉTÉ DISTINCTE

Conclue entre le gouvernement fédéral, les autres provinces consentantes et la délégation du Québec

Kingston, mai 2026

Article 1 — Reconnaissance

Le Québec forme au sein du Canada une société distincte. Cette distinction est notamment fondée sur sa langue française, sa culture et sa tradition de droit civil.

Article 2 — Responsabilité de protection

Le Parlement du Canada, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont la responsabilité conjointe de protéger les éléments fondamentaux constitutifs du caractère distinct du Québec, soit :

- a) la langue française comme langue commune et officielle du Québec
- b) les institutions culturelles et éducatives propres à la société québécoise

Cette responsabilité s'exerce dans le respect intégral :

- a) de la *Charte canadienne des droits et libertés*
- b) des droits ancestraux et issus de traités des peuples autochtones reconnus à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*
- c) des droits de la communauté minoritaire anglophone du Québec

Article 3 — Clause d'interprétation

Toute disposition de la Constitution du Canada doit être interprétée d'une manière compatible avec la présente reconnaissance. Les tribunaux tiennent compte de cet article, dans le respect des principes sous-jacents de la Constitution du Canada, pour l'interprétation des droits et libertés garantis par la Charte canadienne des droits et libertés.

Article 4 — Entrée en vigueur

L'article 1 est intégrée au corps de la Loi constitutionnelle de 1867 et entre en vigueur dès sa ratification conformément aux procédures constitutionnelles applicables.

II. RECONNAISSANCE CONSTITUTIONNELLE DU QUÉBEC COMME SOCIÉTÉ DISTINCTE

Ajout de l'article 90Q.3 *LC1867*

Le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

ANNEXE II. ENTENTES INFORMELLES

Intergovernmental Agreement on Senate Reform and Fiscal Cooperation

Between

The Government of Canada

and

The Government of Alberta

Dated: May 13, 2026

PREAMBLE

WHEREAS the Government of Canada and the Government of Alberta (hereinafter referred to collectively as the “Parties”) recognize the importance of meaningful institutional reform within the Parliament of Canada;

AND WHEREAS the Parties acknowledge that renewed confidence in the Senate of Canada is necessary to ensure the continued legitimacy, effectiveness, and constitutional integrity of Canadian democratic institutions;

AND WHEREAS the Parties are engaged in negotiations concerning a proposed constitutional and political arrangement preliminarily known as the “Kingston Accord”, including an asymmetrical model of seat distribution in the Senate of Canada referred to as the “Ontario Model”;

AND WHEREAS the Parties affirm that reform of the Senate should:

- restore public confidence in the institution of the Senate by increasing its legitimacy and effectiveness;
- protect the independence of the Senate and its role as a chamber of sober second thought and reflection; and
- provide better representation for historically marginalized groups in Canadian history, including Indigenous peoples, official language minorities, and other groups who have suffered direct or systemic discrimination;

AND WHEREAS the Government of Alberta has expressed its willingness to support the Ontario Model within intergovernmental negotiations respecting Senate reform;

AND WHEREAS the Government of Canada seeks to facilitate cooperative federalism and secure broad provincial participation in the negotiation and adoption of the Kingston Accord;

NOW THEREFORE the Parties agree as follows:

Objectives

Article 1

1. The objective of this Agreement is to facilitate and support the successful negotiation and adoption of the Kingston Accord respecting reform of the Senate of Canada.
2. The Parties further agree that this Agreement is intended to:
 - a. encourage intergovernmental cooperation respecting constitutional and institutional reform;
 - b. establish reciprocal commitments between the Parties concerning support for the Ontario Model of Senate seat distribution;
 - c. promote fiscal and political measures intended to advance national unity, cooperative federalism and regional interests; and
 - d. provide a framework governing the rights and obligations of the Parties arising from this Agreement.

Rights and Obligations

Article 2

1. The Government of Alberta shall, through the Premier of Alberta and its representatives in all intergovernmental negotiations and conferences relating to the Kingston Accord, support and vote in favour of the Ontario Model of Senate seat distribution.
2. Upon the adoption of the Kingston Accord incorporating the Ontario Model, the Government of Canada shall:
 - a. introduce and support all necessary legislative and fiscal measures to reduce the federal Goods and Services Tax from five percent (5%) to four percent (4%); and
 - b. commence negotiations with the Government of Alberta and the governments of the other provinces respecting the renegotiation and modernization of the existing equalization payment framework established under federal law and practice.
3. The Government of Canada shall undertake the obligations described in Article 2(2) in good faith and within a reasonable period following the coming into force of the Kingston Accord.
4. The Parties acknowledge that nothing in this Agreement shall be interpreted as limiting the constitutional powers, privileges, immunities, or jurisdiction of Parliament, the Government of Canada, the Legislature of Alberta, or the Government of Alberta.

5. The Parties further acknowledge that this Agreement constitutes a political and intergovernmental commitment intended to guide conduct and cooperation between the Parties in relation to Senate reform negotiations.

Entry Into Force

Article 3

1. This Agreement shall enter into force immediately upon:

- a. the formal adoption of the Kingston Accord; and
- b. the incorporation within the Kingston Accord of the asymmetrical Senate seat distribution arrangement known as the Ontario Model.

2. This Agreement shall remain in force unless terminated in accordance with Article 4.

Withdrawal

Article 4

1. Neither Party may withdraw from this Agreement except upon written notice to the other Party.

2. Any Party seeking to withdraw from this Agreement shall, upon withdrawal, be deemed to have renounced any right to political, legislative, fiscal, or intergovernmental support from the other Party in respect of the matters contemplated by this Agreement.

3. A withdrawal under this Article shall take effect immediately following the delivery of written notice to the other Party.

4. The Parties agree that, prior to any withdrawal taking effect, they shall engage in good-faith consultations for the purpose of resolving any dispute or disagreement arising under this Agreement.

Interpretation

Article 5

1. For the purposes of this Agreement:

- a. “Kingston Accord” means the intergovernmental constitutional agreement concerning reform of the Senate of Canada negotiated by the federal and provincial governments during the Kingston Constitutional Conference of May, 2026;
- b. “Ontario Model” means the proposed asymmetrical distribution model for seats in the Senate of Canada contemplated during negotiations respecting the Kingston Accord;

c. "Parties" means the Government of Canada and the Government of Alberta.

2. Words importing the singular include the plural, and words importing the plural include the singular, where the context so requires.

3. Headings and titles in this Agreement are included for convenience only and shall not affect the interpretation of this Agreement.

4. This Agreement shall be interpreted in a manner consistent with the principles of cooperative federalism and constitutional dialogue.

Annex 1

The Ontario Model of Senate Seat Distribution

Province / Groupe	Nombre de sièges	Proportion du Sénat	Autres modifications prévues
British Columbia	13	8.18%	
Ouest (Alberta, Saskatchewan, Manitoba)	32	20.13%	
Ontario	25	15.72%	Répartition des sièges dans la Chambre des Communes
Quebec	25	15.72%	Reconnaissance de la société distincte.
Provinces atlantiques	40	25.16%	
Peuples Autochtones	21	13.21%	Ouverture d'une négociation sur une proportion de la péréquation équivalente à 5%, double majorité en matières concernant les peuples autochtones
Territoires (3)	3	1.89%	
TOTAL	159	100%	

Signatures

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized by their respective governments, have signed this Agreement.

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

_____ *Mihai Covaser* _____

Name: Mihai Covaser

Title: Prime Minister of Canada

Date: May 13, 2026

FOR THE GOVERNMENT OF ALBERTA

_____ *Laurence Boulanger* _____

Name: Laurence Boulanger

Title: Premier of Alberta

Date: May 14, 2026

_____ *Gabriela Carvajal Valdez* _____

Name: Gabriela Carvajal Valdez

Title: Minister intergovernmental affairs of Alberta

Date: May 14, 2026

KINGSTON CONSTITUTIONAL ACCORD, 2026

Kingston, Ontario

May 14th, 2026

Gathered today in conference in Kingston, the Prime Minister of Canada and the premiers of Canada's ten Provinces, in the presence of the premiers of the Territories, a representative of Indigenous communities, and a representative of Indigenous women, have agreed to the memorandum of understanding contained in this document.

The legislative amendments were adopted unanimously by all participants in the constitutional negotiation simulation on Senate reform. The adopted version of each proposal is found in Schedule I of this document.

Informal agreements were also reached between the various orders of government during the course of negotiations. Those that were formally drafted are found in Schedule II of this document.

LEGISLATIVE MODIFICATIONS

PROPOSAL 15.1 (BRITISH COLUMBIA, ONTARIO) – COMPOSITION OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS

I. COMPOSITION OF THE SENATE

1. Section 21 of the *Constitution Act, 1867* is replaced by the following:

Number of Senators

21. Subject to the provisions of this Act, the Senate shall be composed of one hundred and fifty-nine members, who shall be called Senators.

2. Section 22 of the *Constitution Act, 1867* is replaced by the following:

Representation of Provinces in the Senate

22. The composition of the Senate shall be distributed as follows:

1. Ontario: twenty-five senators;
2. Quebec: twenty-five senators;
3. British Columbia: thirteen senators;
4. The Atlantic provinces (Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, and Newfoundland and Labrador): forty senators, distributed among those provinces in accordance with Schedule [X] of this Act;
5. The Prairie provinces (Alberta, Saskatchewan, and Manitoba): thirty-two senators, distributed among those provinces in accordance with Schedule [X] of this Act;
6. The Indigenous peoples of Canada: twenty-one senators. These senators benefit from the double majority mechanism and the right to recommend the rejection of bills as provided for in sections 24.2 and 36.2.
7. The territories (Yukon, Northwest Territories, and Nunavut): one senator each.

3. The *Constitution Act, 1867* is amended by inserting, after section 22, the following:

Reserved Indigenous Seats

22.1. The modalities governing the distribution of the twenty-one Indigenous seats in the Senate among the Indigenous nations and communities of Canada, and the eligibility conditions specific to those seats, shall be established in accordance with Schedule [Y] of this Act, adopted in consultation with representative Indigenous organizations and governments.

4. Section 28 of the *Constitution Act, 1867* is replaced by the following:

Maximum Number of Senators

28. The number of senators shall not at any time exceed one hundred and sixty-seven.

II. COMPOSITION OF THE HOUSE OF COMMONS

5. Rules 1, 2, and 3 of subsection 51(1) of the *Constitution Act, 1867* are repealed and replaced by the following:

1. The initial distribution of seats among the provinces and territories, established in accordance with this section, is as follows, for a total of three hundred and thirty (330) seats:

- a) New Brunswick: eight seats;
- b) Nova Scotia: nine seats;
- c) Newfoundland and Labrador: six seats;
- d) Prince Edward Island: four seats;
- e) Quebec: seventy-six seats;
- f) Ontario: one hundred and twenty-four seats;
- g) Manitoba: twelve seats;
- h) Saskatchewan: eleven seats;
- i) Alberta: thirty-six seats;
- j) British Columbia: forty-one seats;
- k) The territories (Yukon, Northwest Territories, and Nunavut) shall each be represented by one (1) member of Parliament, for a total of three territorial seats.

2. The four most populous provinces of Canada shall benefit from a guaranteed minimum representation in the House of Commons corresponding to their national demographic weight, subject to a maximum deviation of one point five percent (1.50%) in relation to the proportion of seats allocated to them.

3. Any redistribution of seats arising from the application of Rule 2 must be examined at a constitutional conference of the premiers of all provinces, representatives of territorial governments, and the Prime Minister of Canada, held within one year of the publication of the results of a national census. Any agreement resulting from such a conference shall come into force at the start of the first federal general election following its adoption.

PROPOSAL 16 (SASKATCHEWAN) – POWERS OF THE SENATE AND DEVOLUTION TO THE TERRITORIES

6. Subsection 92A(3) of the *Constitution Act, 1867* is repealed and replaced by the following:

Provincial and Territorial Paramountcy

(3) Where a law of Parliament and a law of a province or territory conflict on the matters referred to in subsection (1), the law of the province or territory prevails to the extent of the conflict.

7. The *Constitution Act, 1867* is amended by inserting, after section 53, the following:

Senate Rejection of a Bill

53A. The rejection by the Senate of a bill introduced by the federal government shall not require that government to resign and shall not be deemed to constitute a withdrawal of the confidence of the House of Commons in the government.

PROPOSAL 14 (FEDERAL) – RESIDENCE, TERM OF OFFICE AND SENATORIAL QUALIFICATIONS

8. Paragraphs 3 and 4 of section 23 of the *Constitution Act, 1867* are repealed.

9. Clause 5 of section 23 of the *Constitution Act, 1867* is replaced by the following:

5. The residence qualifications required for a person to be summoned to the Senate as a senator representing a province or territory shall be determined by the province or territory concerned in accordance with its laws.

5.1. Every senator representing a province or territory shall be domiciled in that province or territory throughout the duration of their term of office.

5.2. Clauses 5 and 5.1 do not apply to senators occupying the seats reserved for the Indigenous peoples of Canada referred to in section 22A of this Act.

10. Section 29 of the *Constitution Act, 1867* is replaced by the following:

Duration of Senators' Term of Office

29. (1) Every senator appointed after the coming into force of this amendment shall hold their seat in the Senate for a total period of twelve (12) years, non-renewable, subject to the provisions of this Act.

(2) A senator in office on the date of the coming into force of this amendment retains the conditions of tenure that were applicable at the time of their appointment.

11. Section 31 of the *Constitution Act, 1867* is amended by inserting, after clause 4, the following:

5. If the senator ceases to be domiciled in the province or territory they represent in accordance with clause 5.1 of section 23;

6. Upon the expiry of the twelve-year term provided for in section 29.

PROPOSAL 3.1 (NWAC) – INDEPENDANT SENATE APPOINTMENTS COMMITTEE

12. Section 24 of the *Constitution Act, 1867* is replaced by the following:

Appointment of Senators

24. The Governor General shall from Time to Time, in the Queen's Name, by Instrument under the Great Seal of Canada, summon qualified persons to the Senate from among those selected in accordance with the procedure set out in section 24.1; persons so summoned shall become and be members of the Senate and senators.

13. The *Constitution Act, 1867* is amended by inserting, after section 24, the following:

Independent Appointments Committee

24.1. (1) An independent appointments committee is hereby established, charged with assessing nominations and submitting lists of eligible candidates for the purpose of Senate appointments.

(2) The independent appointments committee shall be composed of the following members:

a) three (3) federal members, appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Prime Minister of Canada, for the duration of the mandate of the federal government in office, in accordance with criteria of independence, competence, transparency, and integrity;

b) two (2) provincial or territorial members, designated by the government of the province or territory whose seat or seats are being filled, for the duration of the mandate of the government in office; these members shall participate in the work of the committee only during the appointment of a seat from their province or territory;

c) two (2) members representing Indigenous peoples, participating in the work of the committee only during appointments to the reserved Indigenous seats referred to in section 22.1:

1. the first shall be designated by the Native Women's Association of Canada and Indigenous women's organizations representative of multiple Indigenous nations and communities of Canada, in order to ensure the representation of Indigenous women and persons of diverse gender and sexual identities;
2. the second shall be designated jointly by representative national Indigenous organizations and governments, in order to ensure broad and pluralistic Indigenous representation.

(3) The members of the committee referred to in paragraphs (2)(b) and (2)(c) shall be designated by the relevant elected governments, and their mandates shall follow the electoral cycles of those governments.

(4) Members of the committee shall not have engaged in partisan political activity within the five years preceding their appointment.

(5) The mandate of the independent appointments committee shall be:

a) to assess nominations in accordance with criteria of independence, competence, integrity, transparency, and expertise;

b) to ensure adherence to principles of cultural and linguistic diversity, representation of historically underrepresented groups, and representation of regional interests in the Senate;

c) to submit to the relevant provincial, territorial, or Indigenous government a list of five eligible candidates for each vacant seat.

(6) Persons whose candidacies are selected by the committee shall not have engaged in partisan political activity within the five years preceding the assessment of their nomination.

(7) With respect to appointments to Indigenous seats, the committee must consult the communities.

(8) For candidacies relating to provincial or territorial seats, the final selection of the senator shall be made by the Premier of the province or territory whose vacant seat is being filled from among the nominations submitted by the committee pursuant to paragraph (5)(c).

(9) For nominations to Indigenous seats, it shall be at the discretion of the committee to submit the list to the organization or organizations deemed most relevant, which shall choose from among those nominations.

PROPOSAL 4.5 (MANITOBA) – SPECIAL INDIGENOUS COMMITTEE

14. Section 36 of the *Constitution Act, 1867* is amended by adding, after the first paragraph, the following:

(2) Notwithstanding the first paragraph of this section, bills relating to the matters enumerated in subsection (3) may not be adopted by the Senate without the support of a majority of senators occupying the seats reserved for Indigenous peoples, in addition to the majority required under the first paragraph.

(3) Subsection (2) applies to bills relating to the following matters:

a) any amendment to section 35 of the *Constitution Act, 1982*;

b) any amendment to class 24 of section 91 of this Act;

c) any amendment to the *Indian Act*;

d) any bill directly affecting the territory or Aboriginal rights of an Indigenous community, where the Senate determines, on a report from the Indigenous Senate committee referred to in section 24.1, that no good-faith negotiations have been initiated with the affected Indigenous communities or that no adequate compensation has been offered to them by the relevant orders of government.

(4) For the purposes of this section, senators occupying the seats reserved for Indigenous peoples means the senators referred to in section 22A of this Act.

(5) Nothing in this section derogates from section 35 of the *Constitution Act, 1982* or the obligations arising from section 35.1 of that Act.

15. Section 35 of the Constitution Act, 1982 is amended by inserting, after subsection (1), the following:

Duty to Consult

(1.1) The Government of Canada has a duty to consult Indigenous peoples before introducing in Parliament any bill concerning the rights and interests of the Indigenous peoples of Canada, including the matters referred to in paragraphs (a) through (d) of subsection 36(3) of the *Constitution Act, 1867*.

Coordination with Section 35.1

(1.2) This section does not derogate from the obligation set out in section 35.1 to hold a constitutional conference before any amendment to sections 25 or 35 of this Act or to class 24 of section 91 of the *Constitution Act, 1867*. Both obligations apply cumulatively in such cases.

PROPOSAL 17 (SASKATCHEWAN) – COUNCIL OF THE FEDERATION

16. The *Constitution Act, 1867* is amended by inserting, after section 57, a new part entitled Part V.1, reading as follows:

PART V.1 COUNCIL OF THE FEDERATION

Constitution of the Council of the Federation

57.1. (1) The Council of the Federation is hereby established as an interprovincial and interterritorial advisory body composed of the Premiers of each of the provinces and each of the territories of Canada.

(2) Each province and territory shall have one vote in the Council. No order of government shall have a greater number of votes than any other.

(3) The chairpersonship of the Council shall rotate among the provinces and territories in accordance with the modalities established in the Council's rules of procedure.

(4) The Council shall establish its own rules of procedure, including with respect to the frequency of its meetings, its procedural rules, and the publication of its deliberations.

(5) When the Council is called upon to address a matter directly affecting the rights or interests of the Indigenous peoples of Canada, the Indigenous representatives shall be invited to participate in deliberations relating to that matter. Such participation does not confer a right to vote.

Ratification of International Treaties Affecting Provincial Jurisdiction

57.2. (1) Notwithstanding the royal prerogative exercised by the Governor General on the advice of the Queen's Privy Council for Canada, the federal government may not ratify an international treaty whose principal provisions affect matters falling within the exclusive jurisdiction of the provinces under sections 92, 92A, or 93 of this Act without the prior support of a motion adopted by a majority of the members of the Council of the Federation expressing the consent of the provinces and territories.

(2) This section does not limit the capacity of the federal government to negotiate and sign international treaties, nor to ratify treaties whose provisions fall exclusively within federal jurisdiction.

17. Section 132 of the *Constitution Act, 1867* is amended by adding the following:

This section applies subject to section 57.2, which governs the ratification of treaties whose principal provisions affect matters falling within the exclusive jurisdiction of the provinces.

PROPOSAL 19 (QUÉBEC) – RECOGNITION OF QUÉBEC AS A DISTINCT SOCIETY

18. The *Constitution Act, 1867* is amended by inserting, after section 1, the following:

Distinct Society

2. Quebec constitutes within Canada a distinct society.

SCHEDULE I. FORMAL PROPOSALS

PROPOSITION 15.1 (BRITISH COLUMBIA, ONTARIO) – COMPOSITION OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS

Proposed by British Columbia, amended by Ontario, May 14, 2026

Adopted unanimously

I. COMPOSITION OF THE SENATE

Province / Group	Number of Seats	Proportion of the Senate	Addenda
British Columbia	13	8.18%	Seats in the house
West (Alberta, Saskatchewan, Manitoba)	32	20.13%	Seats in the house (Alberta)
Ontario	25	15.72%	Seats in the house
Quebec	25	15.72%	Recognition of distinct society status Seats in the house
Atlantic Provinces (New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador)	40	25.16%	Powers of the Senate: veto on budgetary matters
Indigenous Peoples	21	13.21%	Negotiations for a transfer of 5% in equalization payments Senate double majority
Territories (3)	3	1.89%	
TOTAL	159	100%	

II. COMPOSITION OF THE HOUSE OF COMMONS

Constitution Act, 1867, s. 51(1), para. 7

Replace section 51(1), para. 7, with the following:

- The four most populous provinces of Canada shall benefit from a guaranteed minimum representation in the House of Commons corresponding to their national demographic weight, subject to a maximum deviation of 1.50% in relation to the proportion of seats allocated to them.
- Any redistribution arising from the application of clause (a) must be examined at a constitutional conference of all provinces, all territories, and the federal government, held within one year of a national census. Any agreement resulting from such a conference shall come into force at the start of the first subsequent federal general election.

Proposed Distribution of Seats in the House of Commons (330 Members of Parliament)

Province or Territory	Population (%)	Députés	Proportion (%)
New Brunswick	2,07 %	8	2,42 %
Nova Scotia	2,60 %	9	2,73 %
Newfoundland and Labrador	1,37 %	6	1,82 %
Prince Edward Island	0,43 %	4	1,21 %
Québec	23,28 %	76	23,03 %
Ontario	38,90 %	124	37,58 %
Manitoba	3,63 %	12	3,64 %
Saskatchewan	3,10 %	11	3,33 %
Alberta	11,66 %	36	10,91 %
British Columbia	13,68 %	41	12,42 %
Territories	—	3	0,91 %
TOTAL	95 %	330	100,00 %

PROPOSAL 16 (SASKATCHEWAN) – POWERS OF THE SENATE AND DEVOLUTION TO THE TERRITORIES

Proposed by Saskatchewan, May 14, 2026

Adopted unanimously

I. Paramountcy of Provincial and Territorial Laws Regarding Resources

Section 92A of this Act is amended by adding, after paragraph (c):

Where a federal law and a provincial or territorial law conflict on the matters referred to in the preceding paragraph, the provincial or territorial law shall prevail.

II. Devolution of Jurisdiction to the Territories

The federal government commits to amending the constituent legislation of the territories in order to transfer exclusive jurisdiction to legislate in the following areas:

- Exploration of non-renewable natural resources in the territory;
- Development, conservation, and management of non-renewable natural resources and forestry resources in the territory, including their rates of primary production;
- Development, conservation, and management of sites and facilities in the territory for the generation of electrical energy.

A federal-territorial conference shall be held every ten years to discuss the devolution of jurisdiction.

III. Non-Confidence and the Senate

Add: “The rejection by the Senate of a bill introduced by the federal government shall not require that government to resign.”

PROPOSAL 14 (FEDERAL) – RESIDENCE, TERM OF OFFICE AND SENATORIAL QUALIFICATIONS

Proposed by the federal government, May 14, 2026

Adopted unanimously

That the property qualification requirements for senators, set out in subsections 23(3) and 23(4) of the Constitution Act, 1867, be abolished;

That the duration of a senator’s term of office, set out in section 29 of the *Constitution Act, 1867*, be a total period of twelve years, non-renewable;

That the domicile requirements for senators, set out in subsection 23(5) of the *Constitution Act, 1867*, be amended to provide that:

1. the residence qualifications required for appointment as a senator shall be determined by the province or territory concerned;
2. every senator shall be required to be domiciled in the province or territory they represent throughout the duration of their term of office.

That the Senate seats reserved for Indigenous peoples shall not be subject to the provisions set out in the three preceding paragraphs.

PROPOSAL 3.1 (NWAC) – INDEPENDANT SENATE APPOINTMENTS COMMITTEE

Proposed by the Native Women’s Association of Canada, May 12, 2026

Adopted unanimously

PROPOSAL CONCERNING THE CONSTITUTIONALIZATION OF AN INDEPENDENT COMMITTEE TO SELECT POTENTIAL SENATE NOMINATIONS

This proposal represents part of a reform providing for the addition of reserved Indigenous seats in the Senate.

Since the establishment of the Independent Advisory Board for Senate Appointments, the Senate appointment process has made significant advances with respect to independence and diversity. This mechanism has reduced partisanship in appointments while increasing the representation of women, Indigenous peoples, and historically underrepresented groups within federal institutions.

Though imperfect, this committee has demonstrated that a more independent selection process can strengthen the legitimacy of the Senate and its capacity to function as a chamber of reflection, representation, and protection of minorities. For NWAC, this development constitutes a relevant foundation upon which to build a more durable and genuinely inclusive institutional reform.

The Native Women’s Association of Canada therefore proposes that the independent appointments committee be formally constitutionalized, while also being adapted to promote more inclusive and diverse representation.

Current Composition of the Committee

The independent committee established by Justin Trudeau is currently composed of 3 members appointed by the federal government, who participate in the appointment process for all senator positions, and 2 members appointed by the province or territory with a vacant senatorial seat.

The Governor in Council, on the recommendation of the Prime Minister, appoints the members of the Advisory Board. Consultations are conducted with provincial or territorial governments to guide the appointment of provincial or territorial members.

Current composition of the independent committee:

Type of Members	Number	Role
Federal members	3	Participate in all appointments
Provincial/territorial members	2 per province or territory concerned	Participate only when a seat from their province/territory is vacant

Committee Proposed by NWAC

Given the addition of reserved Indigenous seats in the Senate, NWAC proposes that the independent appointments committee also include two Indigenous representatives participating in the selection process for those seats.

The first seat would be reserved for a member designated by the Native Women’s Association of Canada and other Indigenous women’s organizations representing multiple Indigenous nations and communities of Canada, in order to ensure the representation of Indigenous women and 2SLGBTQ+ persons (Indigenous women, girls, Two-Spirit, transgender, and gender-diverse peoples). The second would be designated jointly by representative national Indigenous organizations and governments, such as the Assembly of First Nations, Inuit Tapiriit Kanatami, or the Métis National Council, in order to ensure broader and more pluralistic Indigenous representation.

These representatives would participate in the work of the committee only during the appointment of reserved Indigenous seats. This structure is intended to guarantee genuine institutional Indigenous participation in the appointment process, while recognizing the diversity of Indigenous peoples and the impossibility for any single organization to represent all Indigenous communities in Canada.

Proposed Composition of the Independent Committee:

Type of Members	Number	Role
Federal members	3	Participate in all appointments
Provincial/territorial members	2 per province or territory concerned	Participate only when a seat from their province/territory is vacant
Members from Indigenous communities	2	Participate only in the appointment process for reserved Indigenous seats

Designation of the Committee

The appointment of committee members shall be carried out by the relevant elected governments and shall follow their respective electoral cycles.

Federal members shall be appointed by the federal government in office for the duration of its mandate, in accordance with criteria of independence, competence, transparency, and integrity, in order to ensure the credibility and neutrality of the appointments committee.

For the provinces, committee members shall be designated by the elected provincial governments for the duration of their mandate. The provincial government designates the members representing its province for the duration of its mandate, and these designations are renewed with each change in provincial administration, in order to ensure democratic accountability of appointments while respecting the electoral cycle.

The same applies to the territories.

Committee members shall not have engaged in partisan activity within the five years preceding their appointment.

For Indigenous members, one representative shall be designated by the Native Women’s Association of Canada to ensure the representation of Indigenous women and 2SLGBTQ+ persons, while a second representative shall be designated jointly by relevant national Indigenous organizations and governments. This structure is intended to guarantee structured, pluralistic, and evolving institutional Indigenous participation in the appointment process.

Role and Mandate of the Committee

The independent appointments committee shall have the mandate to assess nominations, deliberate, and submit a binding list of five eligible nominations to the relevant provincial, territorial, or Indigenous government with respect to the vacant seat.

In the exercise of its functions, the committee shall ensure adherence to principles of cultural and linguistic diversity, representation of historically underrepresented groups, representation of regional interests, and gender parity in nomination proposals.

Furthermore, with respect to appointments to Indigenous seats, the committee must consult the communities.

The committee shall also be responsible for assessing nominations in accordance with criteria of independence, competence, integrity, transparency, and expertise, in order to ensure institutional credibility and the Senate’s role as a chamber of reflection and representation.

Persons whose nominations are selected by the committee shall not have engaged in partisan activity within the five years preceding the assessment of their candidacy.

Selection of the Senator

The Premier of the province or territory whose vacant seat is being filled shall make the final appointment from among the nominations recommended by the committee.

For seats reserved for Indigenous peoples, it shall be at the discretion of the committee to submit the list to the organization or organizations deemed most relevant, which shall choose from among those nominations.

PROPOSAL 4.5 (MANITOBA) – SPECIAL INDIGENOUS COMMITTEE

Proposed by Manitoba, May 14, 2026

Adopted unanimously

Section 36 (addition of second paragraph)

However, a simple majority of Indigenous senators shall be required in the following cases:

- Section 35(1);
- Section 91(24);
- The *Indian Act*;

- Any bill directly affecting the territory or Aboriginal rights of an Indigenous community, in the absence of good-faith negotiations or financial compensation between the affected Indigenous communities and the relevant orders of government.

Section 35(1.1)

The federal government must consult Indigenous peoples on bills concerning Indigenous matters.

PROPOSAL 17 (SASKATCHEWAN) – COUNCIL OF THE FEDERATION

Proposed by Saskatchewan, May 14, 2026

Adopted unanimously

The following is added to Part V.1 of the *Constitution Act, 1867*:

Council of the Federation

1. The Council of the Federation is an advisory body composed of the provinces and territories of the federation.
2. Each premier of the provinces and territories sits on the Council. Indigenous representatives are invited on matters affecting Indigenous Peoples. The chairpersonship of the Council is rotative, and each province and territory holds one vote. The Council shall establish its own rules of procedure.
3. The federal government may not ratify an international treaty affecting provincial jurisdiction without the support of a motion adopted by a simple majority of the Council affirming the consent of the provinces and territories. This provision shall not in any way limit the capacity of the federal government to negotiate and sign international agreements.

PROPOSAL 19 (QUÉBEC) – RECOGNITION OF QUÉBEC AS A DISTINCT SOCIETY

Proposed by Québec, May 14, 2026

Adopted unanimously

I. ENTENTE INTERGOUVERNEMENTALE - RECOGNITION OF QUÉBEC AS A DISTINCT SOCIETY

Concluded between the federal government, the other consenting provinces, and the Quebec delegation

Kingston, May 2026

Article 1 — Recognition

Quebec constitutes within Canada a distinct society. This distinction is founded notably on its French language, its culture, and its civil law tradition.

Article 2 — Responsibility for Protection

The Parliament of Canada, the Government of Canada, and the Government of Quebec have the joint responsibility to protect the fundamental constitutive elements of the distinct character of Quebec, namely:

- a) the French language as the common and official language of Quebec
- b) the cultural and educational institutions specific to Quebec society

This responsibility shall be exercised in full respect of:

- a) the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*
- b) the Aboriginal and treaty rights of Indigenous peoples recognized in section 35 of the *Constitution Act, 1982*
- c) the rights of the English-speaking minority community of Quebec

Article 3 — Interpretive Clause

Every provision of the Constitution of Canada shall be interpreted in a manner consistent with this recognition. Courts shall take this section into account, in accordance with the underlying principles of the Constitution of Canada, in interpreting the rights and freedoms guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

Article 4 — Coming into Force

Section 1 is incorporated into the body of the *Constitution Act, 1867*, and shall come into force upon its ratification in accordance with the applicable constitutional procedures.

II. CONSTITUTIONAL RECOGNITION OF QUÉBEC AS A DISTINCT SOCIETY

Addition of s. 90Q.3, *Constitution Act, 1867*:

Quebec constitutes within Canada a distinct society.

SCHEDULE II. INFORMAL AGREEMENTS

Intergovernmental Agreement on Senate Reform and Fiscal Cooperation

Between

The Government of Canada

and

The Government of Alberta

Dated: May 13, 2026

PREAMBLE

WHEREAS the Government of Canada and the Government of Alberta (hereinafter referred to collectively as the “Parties”) recognize the importance of meaningful institutional reform within the Parliament of Canada;

AND WHEREAS the Parties acknowledge that renewed confidence in the Senate of Canada is necessary to ensure the continued legitimacy, effectiveness, and constitutional integrity of Canadian democratic institutions;

AND WHEREAS the Parties are engaged in negotiations concerning a proposed constitutional and political arrangement preliminarily known as the “Kingston Accord”, including an asymmetrical model of seat distribution in the Senate of Canada referred to as the “Ontario Model”;

AND WHEREAS the Parties affirm that reform of the Senate should:

- restore public confidence in the institution of the Senate by increasing its legitimacy and effectiveness;
- protect the independence of the Senate and its role as a chamber of sober second thought and reflection; and
- provide better representation for historically marginalized groups in Canadian history, including Indigenous peoples, official language minorities, and other groups who have suffered direct or systemic discrimination;

AND WHEREAS the Government of Alberta has expressed its willingness to support the Ontario Model within intergovernmental negotiations respecting Senate reform;

AND WHEREAS the Government of Canada seeks to facilitate cooperative federalism and secure broad provincial participation in the negotiation and adoption of the Kingston Accord;

NOW THEREFORE the Parties agree as follows:

Objectives

Article 1

1. The objective of this Agreement is to facilitate and support the successful negotiation and adoption of the Kingston Accord respecting reform of the Senate of Canada.
2. The Parties further agree that this Agreement is intended to:
 - a. encourage intergovernmental cooperation respecting constitutional and institutional reform;
 - b. establish reciprocal commitments between the Parties concerning support for the Ontario Model of Senate seat distribution;
 - c. promote fiscal and political measures intended to advance national unity, cooperative federalism and regional interests; and
 - d. provide a framework governing the rights and obligations of the Parties arising from this Agreement.

Rights and Obligations

Article 2

1. The Government of Alberta shall, through the Premier of Alberta and its representatives in all intergovernmental negotiations and conferences relating to the Kingston Accord, support and vote in favour of the Ontario Model of Senate seat distribution.
2. Upon the adoption of the Kingston Accord incorporating the Ontario Model, the Government of Canada shall:
 - a. introduce and support all necessary legislative and fiscal measures to reduce the federal Goods and Services Tax from five percent (5%) to four percent (4%); and
 - b. commence negotiations with the Government of Alberta and the governments of the other provinces respecting the renegotiation and modernization of the existing equalization payment framework established under federal law and practice.
3. The Government of Canada shall undertake the obligations described in Article 2(2) in good faith and within a reasonable period following the coming into force of the Kingston Accord.
4. The Parties acknowledge that nothing in this Agreement shall be interpreted as limiting the constitutional powers, privileges, immunities, or jurisdiction of Parliament, the Government of Canada,

the Legislature of Alberta, or the Government of Alberta.

5. The Parties further acknowledge that this Agreement constitutes a political and intergovernmental commitment intended to guide conduct and cooperation between the Parties in relation to Senate reform negotiations.

Entry Into Force

Article 3

1. This Agreement shall enter into force immediately upon:

- a. the formal adoption of the Kingston Accord; and
- b. the incorporation within the Kingston Accord of the asymmetrical Senate seat distribution arrangement known as the Ontario Model.

2. This Agreement shall remain in force unless terminated in accordance with Article 4.

Withdrawal

Article 4

1. Neither Party may withdraw from this Agreement except upon written notice to the other Party.

2. Any Party seeking to withdraw from this Agreement shall, upon withdrawal, be deemed to have renounced any right to political, legislative, fiscal, or intergovernmental support from the other Party in respect of the matters contemplated by this Agreement.

3. A withdrawal under this Article shall take effect immediately following the delivery of written notice to the other Party.

4. The Parties agree that, prior to any withdrawal taking effect, they shall engage in good-faith consultations for the purpose of resolving any dispute or disagreement arising under this Agreement.

Interpretation

Article 5

1. For the purposes of this Agreement:

- a. “Kingston Accord” means the intergovernmental constitutional agreement concerning reform of the Senate of Canada negotiated by the federal and provincial governments during the Kingston Constitutional Conference of May, 2026;

b. “Ontario Model” means the proposed asymmetrical distribution model for seats in the Senate of Canada contemplated during negotiations respecting the Kingston Accord;

c. “Parties” means the Government of Canada and the Government of Alberta.

2. Words importing the singular include the plural, and words importing the plural include the singular, where the context so requires.

3. Headings and titles in this Agreement are included for convenience only and shall not affect the interpretation of this Agreement.

4. This Agreement shall be interpreted in a manner consistent with the principles of cooperative federalism and constitutional dialogue.

Annex 1

The Ontario Model of Senate Seat Distribution

Province / Groupe	Nombre de sièges	Proportion du Sénat	Autres modifications prévues
British Columbia	13	8.18%	
Ouest (Alberta, Saskatchewan, Manitoba)	32	20.13%	
Ontario	25	15.72%	Répartition des sièges dans la Chambre des Communes
Quebec	25	15.72%	Reconnaissance de la société distincte.
Provinces atlantiques	40	25.16%	
Peuples Autochtones	21	13.21%	Ouverture d’une négociation sur une proportion de la péréquation équivalente à 5%, double majorité en matières concernant les peuples autochtones
Territoires (3)	3	1.89%	
TOTAL	159	100%	

Signatures

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized by their respective governments, have signed this Agreement.

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

_____ *Mihai Covaser* _____

Name: Mihai Covaser

Title: Prime Minister of Canada

Date: May 13, 2026

FOR THE GOVERNMENT OF ALBERTA

_____ *Laurence Boulanger* _____

Name: Laurence Boulanger

Title: Premier of Alberta

Date: May 14, 2026

_____ *Gabriela Carvajal Valdez* _____

Name: Gabriela Carvajal Valdez

Title: Minister intergovernmental affairs of Alberta

Date: May 14, 2026